

1 500 demandes déposées pour 21 produits

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4148 - Ven. 14 - Sam. 15 avril 2017 - Prix : 10 DA

Transport ferroviaire

Réouverture
aujourd'hui de la ligne
Alger/Tizi-Ouzou

Page 24

Djamel Ould Abbès jeudi à Tizi Ouzou

Le FLN vise «une majorité écrasante»

● Amara Benyounès à Tazmalt/«Voter c'est consolider la démocratie»

Page 2

La tardive mais
sûre progres-
sion
de Mélenchon

Par Mohamed Habili

Aquasiment une semaine du premier tour de l'élection présidentielle française, la tendance est au resserrement des écarts entre les quatre candidats enregistrant les plus grands pourcentages des intentions de vote, dont un qu'on n'attendait pas forcément dans la dernière ligne droite, le candidat de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon. Des quatre parmi lesquels seront pris les deux finalistes, il est le seul en effet qui est parti d'un palier inférieur dans les sondages et qui à peu de distance du jour j se retrouve dans le même mouchoir de poche que les trois autres, qui au départ avaient sur lui une bonne longueur d'avance. Tout au début de la campagne, il ne semblait pas pouvoir accéder au deuxième tour, ce dont il est maintenant crédité. Le fait qu'il ait pu rattraper le trio de tête nous dit quelque chose d'important, à savoir qu'à la différence des autres, il est en ce moment même porté par une dynamique. Ce fut aussi le cas précédemment pour Emmanuel Macron, notamment après qu'il a obtenu le soutien de François Bayrou, mais si près de la tenue du premier tour, c'est au seul Mélenchon que ce terme est réservé. Si cette lame de fond devait continuer de le pousser vers le haut, il passerait le premier tour. Il n'y aurait là d'ailleurs rien de véritablement étonnant, car une poussée à gauche était perceptible depuis quelque temps déjà.

Suite en page 3

Le gouverneur de la Banque d'Algérie l'a confirmé

Pas d'augmentation
de l'allocation touristique

«Il n'est pas question d'alimenter les économies étrangères. Celles des pays destinataires des touristes algériens, alors que l'économie nationale a le plus besoin de ces devises», a affirmé jeudi, à Alger, Mohamed Loukal, gouverneur de la Banque d'Algérie.

Lire page 2

Boudiaf décidé à combler le déficit

Affectation de plus de 1 400
médecins spécialistes dans le Sud

Page 3

Du 20 au 22 avril

4^e édition du Salon
du livre de Boudjima

Page 13

Le gouverneur de la Banque d'Algérie l'a confirmé

Pas d'augmentation de l'allocation touristique

■ «Il n'est pas question d'alimenter les économies étrangères. Celles des pays destinataires des touristes algériens, alors que l'économie nationale a le plus besoin de ces devises», a affirmé jeudi, à Alger, Mohamed Loukal, gouverneur de la Banque d'Algérie.

Par Yacine Djadel

Le grand souhait exprimé part tant d'Algériens de voir leur allocation touristique revue à la hausse est bel et bien tombé à l'eau. En effet, le gouverneur de la Banque d'Algérie vient de le confirmer jeudi. Pas de revalorisation pour l'allocation de voyage des Algériens. La cause avancée par ce dernier est celle de la conjoncture économique qui ne le permet point. «Il n'est pas question d'alimenter les économies étrangères. Celles des pays destinataires des touristes algériens, alors que l'économie nationale a le plus besoin de ces devises», a-t-il soutenu. Pourtant, il y a juste une année de cela, l'ancien responsable de la même institution, Mohamed Laksaci, a laissé entendre le contraire. Il s'est même avancé sur le fait que la Banque d'Algérie réfléchit sérieusement sur les modalités d'une éventuelle hausse des plafonds fixés pour l'allocation voyage pour le tourisme. Une initiative de changement qui se veut nécessaire au vu de la modique somme octroyée pour le citoyen algérien pour changer d'air. Avec 120 euros échangés contre 15 000 DA par les Banques algériennes, on ne peut dire qu'il s'agisse réellement d'une véritable bourse pour voyager à l'étranger. Contrairement aux autres pays, la Tunisie ou le Maroc, pour ne citer que nos voisins, il est clair que l'Algérie reste parmi les derniers au Maghreb.

Notons que cette allocation en devises est de 40.000 dirhams (plus de 3500 euros) pour le Maroc et pour la Tunisie de l'équivalent de 6.000 dinars tunisiens (2 450 euros) par année civile. Suscitant de nombreuses réactions et débats en société, au point de parler d'allocation de la honte pour bon nombre de gens qui voyagent, revoir à la hausse l'allocation touristique s'avère vital pour les voyageurs algériens. Certes le contexte économique que traverse le pays ne le permet peut être pas, néanmoins, à cause de cette restriction bancaire que vivent les gens, ils sont obligés



PHOTO: R mobiliser en cas d'une revalorisation de l'allocation touristique.

Vaincre le marché parallèle : Coordonner le fiscal et le commercial s'impose, selon Loukal

Répondant à une autre question quant à savoir si la Banque d'Algérie envisageait de changer les billets de la monnaie nationale pour lutter contre le marché parallèle, M. Loukal a considéré que l'éradication du marché informel nécessitait plutôt la coordination des efforts entre les différentes administrations notamment fiscale et commerciale. Sur ce point, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, a réitéré que l'ouverture des bureaux de change était prématurée et ne constituait pas une priorité, a-t-il poursuivi.

Les principaux motifs sont que le dinar algérien n'est pas convertible et que le pays ne connaît pas une intense activité touristique, a expliqué mercredi M. Loukal dans sa réponse aux préoccupations soulevées par les membres du Conseil de la nation lors d'une session plénière durant laquelle il a présenté le rapport sur la situation économique et financière du pays.

Y. D.

de se rabattre sur le marché noir de la devise. Un marché parallèle qui, rappelle-t-on, se compte plus largement plus cher que celui des Banques, en plus de son illégalité. «Moi par exemple je voyage trois à quatre fois par an, entre raison personnelle et professionnelle, au lieu de faire mon change à 1 pour 11 à la Banque, je suis toujours contraint de l'effectuer au marché noir avec 1 pour 18... Franchement il

n'y a que dans ce pays qu'on voit ça», a déploré Kader, un cadre d'entreprise. En effet, à y réfléchir, à cause du plafond fixé à 120 euros pour l'allocation tourisme, une somme dont tout le monde se plaint, c'est bel et bien le citoyen simple qui est taxé avant tout. Ainsi pour y remédier, la tuelle au lieu de penser à des solutions alternatives a opté pour laisser la situation tel quel. A ce propos, la réponse sur la

revalorisation du montant de l'allocation touristique telle que demandée par un membre du Conseil de la nation, le gouverneur de la Banque d'Algérie, a soutenu qu'elle n'était pas à l'ordre du jour dans le contexte économique actuel. Selon lui, en prenant en compte les 4 millions de détenteurs de passeports biométriques, une simple opération arithmétique renseignerait sur le montant de devises à

Djamel Ould Abbès jeudi à Tizi Ouzou

Le FLN vise «une majorité écrasante»

Le Secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbès a assuré, jeudi dernier, que son parti ira aux législatives du 4 mai prochain pour remporter «la majorité écrasante». Animant un meeting électoral à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, Djamel Ould Abbès a souligné que le prochain scrutin législatif sera l'occasion de passer le flambeau entre les anciennes et nouvelles générations tout en confiant que la nôtre (génération) est arrivée à son terme. Mais le SG du FLN a précisé que ce flambeau sera remis à ceux qui «préservent l'unité du peuple et l'intégrité territoriale du pays». Ould Abbès n'a pas manqué, dans le même sillage, de

rappeler que le FLN a libéré l'Algérie du joug colonial et construit le pays tout en soulignant que sa formation politique «n'est pas supérieure aux autres partis, mais est spécifique du fait que c'est le FLN qui a créé l'Etat algérien, il est sa colonne vertébrale». Pour lui, «le FLN c'est l'Etat... et nous sommes l'Etat». Le SG du FLN a, tout au long de son intervention, mis l'accent sur la nécessité d'aller voter le 4 mai prochain. Même si la Kabylie est connue par sa faible participation aux élections, ses habitants devraient s'inspirer de l'engagement de leurs aînés pendant la guerre de Libération en étant toujours à l'avant-garde quand il s'agit de défendre la cause nationale. Il a, à ce propos, rappelé le

rôle que les enfants de la Kabylie avaient joué dans le combat libérateur du pays de l'occupation française citant les héros comme Krim Belkacem et les 11 colonels qu'elle a enfantés. Djamel Ould Abbès a également dit dans son discours des engagements de prendre en charge de nombreuses revendications des populations de la wilaya de Tizi Ouzou liées au développement socio-économique de leur région notamment les projets frappés par le gel comme le second CHU et autres infrastructures scolaires et universitaires ou encore la révision à la hausse du quota d'aides à l'habitat rural au profit des communes de la wilaya.

Hamid M.

Amara Benyounés dans un meeting populaire à Tazmalt

«Voter c'est consolider la démocratie»

Venu soutenir les candidats de son parti aux législatives du 04 mai prochain dont la tête de liste, en l'occurrence Smâil Mira maire de Tazmalt et ex-député, le chef de file du Mouvement populaire algérien (MPA) Amara Benyounés, a d'emblée appelé dans un meeting populaire qu'il a animé jeudi dernier dans une aire près du siège de la daïra à 17h, les Tazmaltais à «aller voter en masse le jour J», car, dit-il, «ces élections sont importantes pour l'avenir du pays». Devant des centaines de personnes venues écouter ces arguments, Benyounés estime

qu'«aller exprimer sa voix sera une manière de consolider la démocratie dans le pays». Pour lui, «la liste de Smâil Mira est à même de défendre les intérêts des citoyens et que le boycott n'est pas une solution car c'est laisser les autres agir à sa place». L'hôte de Tazmalt a ensuite développé les axes de son programme qui se veut une réponse aux maux que vit le pays, à savoir le chômage des jeunes diplômés, la crise économique et le sous-développement. Il a mis en exergue l'importance de la formation professionnelle et la formation des ressources humaines

et des jeunes pour faire face à la crise d'emploi et qui est aussi la garantie de la paix sociale. Il dira à l'adresse des jeunes venus nombreux l'écouter, «vous devez savoir, ce n'est qu'avec le travail qu'on construit le pays, créer la richesse et l'emploi». Il discourra longuement sur l'économie du pays et de la Kabylie qui a, dit-il «besoin d'investissements afin de se soustraire du sous-développement mais, à la condition que la paix dans la région soit garantie». Poursuivant dans le même sens, il appellera les gens de la région à «arrêter de fermer les routes pour ne pas

pousser les investisseurs à fuir et pénaliser la région sur le plan de la création d'emploi car, dit-il encore, c'est avec la sécurité qu'on peut encourager ces derniers à venir injecter leur argent et à y rester». L'orateur estime qu'il faut maîtriser «la situation sécuritaire à nos frontières et le défi économique afin de garantir notre pérennité en tant que nation». Ayant toujours dans son viseur les islamistes, Benyounés réitérera son appel au vote pour faire barrage à ces derniers.

H. Cherfa

Boudiaf décidé à combler le déficit

Affectation de plus de 1 400 médecins spécialistes dans le Sud

■ Pour améliorer la prise en charge médicale des populations du Sud du pays, 1 450 médecins spécialistes seront affectés dans ces régions dans le cadre du service civil, annonce le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf.

Par Louiza Ait Ramdane

Le Grand Sud est cependant confronté à un défi majeur de santé publique lié aux fortes inégalités territoriales en matière de répartition des médecins spécialistes. Il existe, en effet, des zones dans lesquelles les citoyens éprouvent des difficultés à accéder aux soins dans des conditions de proximité à cause d'un manque flagrant de médecins spécialisés. Conscient de cette réalité, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf prend la situation en main et décide de renforcer son secteur dans ces régions, par une nouvelle affectation de médecins spécialistes dans le cadre du service civil.

Outre l'affectation chaque année de praticiens spécialistes dans ces wilayas, l'Etat œuvre à faciliter leur mission, en leur garantissant des logements de fonction, une formation continue dans différentes spécialités et de meilleures conditions de travail.

En effet, le ministre de la Santé, rappelle que son département vient d'adopter cette méthode de travail qui consiste en l'affectation des médecins spécialistes vers les établissements sanitaires des régions du Sud pour combler le déficit en la matière. Lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, Boudiaf fait état de l'affectation au Sud de 1 450 médecins spécialistes sur un total de 2 400 diplômés en 2017. « Cette démarche s'inscrit dans le cadre des efforts visant à pallier gra-



Ph. J.D. R.

duellement le manque flagrant de médecins spécialistes dans les régions du Sud et des Hauts plateaux», indique Boudiaf, rappelant les mesures prises par l'Etat pour faciliter la mission de ces derniers en termes de conditions socio-professionnelles. « Nous avons constaté que le problème du manque de médecins spécialistes se pose avec acuité dans les régions du Sud, raison pour laquelle nous orientons les médecins spécialistes vers les établissements sanitaires des régions du Sud à l'effet d'améliorer la prise en charge médicale des populations », explique encore Boudiaf. En réponse à un sénateur de la wilaya de Tébessa concernant le manque de médecins spécialistes, notamment en cardiologie, généralité et l'ouverture d'une

clinique de chirurgie pédiatrique, le ministre indique que la wilaya jouissait d'une bonne couverture sanitaire pour la prise en charge des besoins de toute la population, relevant l'existence de 7 hôpitaux publics, 6 établissements de santé de proximité et 33 polycliniques comprenant 09 salles d'accouchement. Concernant la mise en place d'une clinique de chirurgie pédiatrique, Boudiaf affirme que le ministre prendra en charge cette préoccupation dans la mesure des moyens disponibles. Le ministre a saisi cette occasion pour rappeler que le nombre de polycliniques fonctionnant 24h/24h est de 723 à travers l'ensemble du territoire national, ajoutant que « ces polycliniques assurent des prestations spécialisées de base et leur

nombre sera augmenté à court terme en fonction des besoins nationaux ».

Répondant à une question du sénateur de la wilaya de Médéa relative à la fluctuation de l'approvisionnement de l'hôpital de Beni Slimane en oxygène, Boudiaf a fait état de l'installation d'un réservoir en plus des 48 bouteilles disponibles et des 22 en réserve, affirmant que cette quantité est suffisante pour ravitailler l'hôpital dont la consommation, a-t-il dit, « ne dépasse pas 12 bouteilles par jour ».

Concernant la relance du projet d'un hôpital dans la commune de Benchicao, d'une capacité de 160 lits, Boudiaf a fait état d'une étude en cours de préparation pour relancer ce projet une fois les conditions propices réunies. **L. A. R.**

Licences d'importation

1 500 demandes déposées pour 21 produits

Le ministre du Commerce avait rendu publique, il y a quelques jours, la liste des produits dont l'importation est soumise à une licence, au titre de l'année 2017. Au total, 21 produits sont concernés par la mesure. Depuis l'ouverture, le 1^{er} avril, des contingents quantitatifs, le nombre de demandes déposées a atteint 1 543 et ce, jusqu'au 12 avril, selon un communiqué du ministère du Commerce. La commission chargée de l'examen des demandes de licences d'importation dévoilera ultérieurement les résultats de sa réunion, ajoute le communiqué. A cet effet, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant, lors d'une réunion élargie avec les cadres centraux du ministère du Commerce et les membres de la commission

chargée de l'examen des demandes de licences d'importation, l'importance de prendre les mesures nécessaires en vue d'accélérer l'examen des dossiers déposés au niveau de la commission. Il a également salué le rôle de cette commission, qui est chargée, a-t-il dit, d'une mission « noble » à savoir, la protection de l'économie nationale à travers la réglementation de l'importation et la protection du consommateur. Le ministère du Commerce avait annoncé samedi l'ouverture, du 1^{er} avril 2017 jusqu'au 15 avril 2017, des contingents quantitatifs pour l'importation des produits et des marchandises au titre des licences d'importation pour l'année 2017, lesquels concernent 21 produits industriels et agricoles, et ce, conformément aux dispositions du décret exécutif 15-306 fixant les conditions et les modalités d'ap-

plication des régimes de licences d'importation ou d'exportation de produits et marchandises. Il s'agit, pour les produits industriels, des véhicules de tourisme et autres véhicules automobiles destinés à la revente en l'état, à l'exclusion de certaines sous-positions tarifaires (quinze), la collection destinée aux industries de montage et les véhicules spéciaux et engins (camions, ambulances, engins). La liste comporte également l'acier rond à béton, le fil machine, les bois ainsi que les céramiques. Pour ce qui est des produits agricoles et agricoles transformés, la liste inclut les viandes bovines, fraîches ou réfrigérées, les fromages, les citrons frais, les pommes, les bananes, l'orge, les aulx, le maïs, les tourteaux de soja, le concentré minéral vitaminé, le poly-phosphates ainsi que le double concentré de tomate. La liste des contingents des pro-

duits à soumettre au dispositif des licences pourrait éventuellement être élargie à d'autres produits et contingents, en temps opportun et dans les mêmes formes que précédemment, souligne le ministère. Tout opérateur économique, personne physique ou morale, remplissant les conditions conformes à la législation et à la réglementation en vigueur, peut désormais introduire une demande de licence d'importation d'un produit ou d'une marchandise, dont le contingent est ouvert, en déposant le dossier complet, comprenant le formulaire et le questionnaire d'identification téléchargeable sur le site web du ministère du Commerce (www.commerce.gov.dz), une copie du registre du commerce, une copie de la carte d'identification fiscale, une facture proforma indiquant le produit, sa quantité, sa valeur, son origine

LA QUESTION DU JOUR

La tardive mais sûre progression de Mélenchon

suite de la page Une

Si elle a pris du temps pour s'affirmer en la personne de Mélenchon, c'est parce que ce camp s'était lancé dans la compétition avec deux candidats avec des chances égales d'être porté au niveau des candidats les mieux placés, le deuxième étant Benoît Hamon, sorti contre toute attente grand vainqueur de la primaire socialiste. A vrai dire, la première manifestation de la dynamique à gauche, c'est bien la large victoire de Benoît Hamon, le plus à gauche des candidats à cette primaire, notamment sur Manuel Valls, le représentant de l'aile droite du Parti socialiste et à ce moment l'héritier désigné de François Hollande, le président sortant. Ce n'est que dans un deuxième temps que cette dynamique s'est reportée sur Mélenchon, Hamon ayant été trahi par nombre de caciques de son parti au profit de Macron. Les électeurs de gauche semblent avoir cessé d'hésiter devant les deux candidats devant le spectacle de la dislocation offert par le Parti socialiste.

L'éclatement annoncé de celui-ci, voilà peut-être en quoi consiste, sinon totalement du moins dans une bonne mesure, la dynamique susceptible de porter Mélenchon jusqu'à l'Elysée. Mais celle-ci n'aurait peut-être pas commencé son œuvre profonde sans la victoire écrasante de Hamon sur Valls, le dauphin de Hollande. Aujourd'hui celui-ci ne demanderait pas mieux que donner sa bénédiction à Macron, qui ne lui demande rien. Macron ne craint pas de s'afficher avec le centriste Bayrou, d'animer avec lui des meetings. De Hollande, il ne craint qu'une chose, c'est de subir son soutien compromettant. Le fait que Hollande soit un repoussoir, néfaste pour ceux qu'il voudrait aider, est la manifestation en creux de la dynamique de gauche qui porte Mélenchon. Si même Macron ne veut pas de son soutien, c'est que rien de bon n'émane de lui. C'est qu'il faut s'en garder comme de la peste, lui l'incarnation du socialisme terminant comme il avait commencé, par la trahison. Il ne faudrait donc pas s'étonner si d'ici le 23 avril Mélenchon passait devant Macron, tout de même des quatre de tête, c'est lui qui a déjà reçu le baiser de la mort de Valls.

M. H.

ainsi que le mode de paiement, un extrait de rôle apuré et une attestation de mise à jour avec la Cnas et/ou la Casnos, selon le même avis.

Meriem Benchaoua

Arrêté lundi dernier à Jijel

Prise en charge «psychologique» de la famille d'un terroriste

■ «Une fois encore, le même scénario se reproduit et nous nous retrouvons devant des enfants innocents, dont le seul péché est qu'ils sont nés dans les fins fonds des forêts et des montagnes».



Par Linda N.

«**R**etrouvée dans une situation lamentable», toutes les mesures ont été prises par les services concernés pour la prise en charge de la famille du terroriste arrêté lundi passé à Skikda, a indi-

qué, jeudi, un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Une situation lamentable» poursuivra le MDN, notamment leur état de santé physique et psychologique, surtout celui des enfants» pour laquelle toutes «les mesures nécessaires pour la prise en charge de cette famille»

ont été prises par les services concernés. Une prise en charge notamment axée sur le plan «psychologique, hygiène et habillement», précisera encore le MDN. «Une fois encore, le même scénario se reproduit et nous nous retrouvons devant des enfants innocents, dont le seul

péché est qu'ils sont nés dans les fins fonds des forêts et des montagnes, issus de parents qui ont choisi de leur donner un avenir incertain entre l'obscurité, l'ignorance et la misère, loin de la vie humaine la plus banale», regrettera la même source. «Lorsque vous regardez leurs

yeux, vous observez les rayons d'espoir et la crainte de revenir à la situation où ils se trouvaient. Qu'ils soient sûrs que leur place est dans la société où il y a la famille, l'habitat, la scolarité et la sérénité et non dans un avenir fatal où les remords ne serviront à rien», note la même source, réaffirmant que «la chance est encore donnée à tous ceux qui ont égaré le chemin pour qu'ils reviennent, rompent avec les actes criminels et rejoignent leurs concitoyens et la chaleur de la patrie». Pour rappel, le terroriste G. Fouad, alias Salah, qui avait rallié les groupes criminels en 2002 comme spécialiste en explosifs et en fabrication de bombes, ainsi que son épouse, ses trois filles et ses deux fils, ont été capturés lundi passé par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), suite à un assaut sur une casemate dans la zone de Oued Zhor, wilaya de Skikda. Par ailleurs, «cette arrestation a également permis la saisie d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et d'une quantité de munitions», avait souligné la même source.

L. N./APS

Agriculture

Prévision de production de 600 000 quintaux d'ail

Une production prévisionnelle de 600 000 quintaux d'ail est attendue dans la wilaya de Mila, au terme de l'actuelle saison agricole, a indiqué, jeudi, à l'APS, le directeur des services agricoles, Rabah Ferdas. La région sud de la wilaya, notamment les communes de Teleghma, Oued Segane et Oued Athmania, accorde un intérêt particulier à la culture et la production d'ail, très demandé sur le marché national, a précisé le même responsable. Il a souligné que les surfaces réservées à cette culture, au titre de la campagne agricole 2016-2017, sont estimées à 1 077 hectares dont la majorité est concentrée dans la localité de Teleghma, connue également par sa production de légumes, à leur tête la pomme de terre et les carottes. Les superficies consacrées à cette production agricole, au titre de la saison en cours, «dépassent celles recensées au titre de la campagne 2015-2016, estimées à 768 hectares et qui a permis la production de 400 000 quintaux d'ail», a-t-il fait savoir. L'opération de récolte de l'ail de cette année sera lancée «au début de la semaine prochaine», a encore ajouté le même responsable, soulignant que «l'impact positif» de cette campagne de récolte mobilise une importante main-d'œuvre entre saisonnière (1 000 emplois) et permanente (500 postes). La hausse production

de l'ail, attendue dans cette wilaya, permettra la diminution sensible des prix dans les marchés nationaux durant le mois de ramadhan prochain, selon des observateurs qui préconisent que le kilogramme d'ail sera cédé à 50 DA depuis les champs agricoles. Un marché spécialisé à vocation régionale sera ouvert à Teleghma, ce qui contribuera à aider les producteurs et les opérateurs commerciaux à la ges-

tion et la commercialisation de ce produit, dont le prix a connu une hausse vertigineuse récemment. La commune de Teleghma particulièrement et le sud de la wilaya de Mila en général affichent des «indices intéressants» s'agissant de la production de légumes au cours des prochaines années, notamment avec l'entrée en exploitation de la première partie tranche du périmètre d'irrigation depuis le

barrage de Beni Haroun, d'une surface de 1 142 hectares devant permettre l'irrigation de 3 000 hectares, selon les statistiques de l'Office national d'irrigation et de drainage (Onid). D'autre part, une étude relative à la création d'un autre périmètre d'irrigation dans la zone de Grouz, où est érigé le barrage éponyme d'un volume de 48 millions m³, est en cours de finalisation, selon les services de la DSA. Les premiers

essais de production de la tomate industrielle sur une surface de 80 hectares ont été lancés durant la saison agricole précédente dans la région de Teleghma où des «résultats probants» ont été enregistrés, dont le taux de rendement par hectare a atteint 700 quintaux, selon les responsables locaux de ce secteur.

Ghani Y.

Organisation nationale du patronat et des entrepreneurs injecter du sang neuf

L'Onpe (Organisation nationale du patronat et des entrepreneurs) a tenu une réunion extraordinaire en date du 12 avril 2017 à l'effet de procéder à la révision d'un certain nombre d'articles du statut ; soit la révision de la question organique conformément à la loi 90/14. Le but étant de parvenir à un meilleur fonctionnement de l'Organisation. Après lecture des amendements, l'ensemble des présents ont voté pour, à l'unanimité. Le président de l'Onpe remerciera l'assistance pour l'intérêt qu'elle porte à la stratégie de développement tracée et appellera à plus de rigueur dans le travail, comme il conseillera d'opter pour le système «be to be» qui consiste à rapprocher les entrepreneurs entre eux afin d'œuvrer dans la complémentarité selon la spécialité des uns et des autres. Le président désignera, à cet effet, une secrétaire générale et son adjoint, un trésorier et son adjoint, six vice-présidents, quatre coordinateurs régionaux pour les zones Nord, Sud, Est et Ouest, ainsi que neuf chargés

de commission dont le nombre est extensible. Le président n'omettra pas de signaler au passage l'absence de l'ex-S.G pour son comportement anti-réglementaire, comme il attirera l'attention sur le fait de sa tentative de création d'une organisation parallèle, ce qui est contraire à la loi, d'autant plus qu'en sa qualité de fonctionnaire au sein d'une institution publique il ne pouvait en aucun cas s'affilier à l'organisation, un écrit officiel a fait foi. Sidi Said, outre la grande volonté qui l'anime, a déclaré qu'il restera à l'écoute de tous pour booster davantage toutes les énergies afin de réussir le challenge qui lui est cher : «Asseoir de nouveaux réflexes pour faire de cette organisation une force économique incontournable à un moment où le pays, à l'instar de ceux du reste du monde, traverse une crise économique qui ne dit pas son nom». C'est ainsi que l'Onpe se fait fort d'axer sa participation dans les secteurs-clés tels que l'agriculture, les ressources halieutiques, l'industrie agro-alimentaire, et autres. Le but étant

d'industrialiser l'agriculture et participer à la réussite de la politique écologique.

Appel à un vote massif

Sidi Said ne manquera pas de lancer un appel à un vote massif aux prochaines élections législatives. Il s'agit là d'un acte citoyen, dira-t-il qui contribuera àancer davantage la démocratie dans notre pays. Avant d'aborder le sujet, le président appellera à la participation de tous. «Nous devons honorer nos martyrs qui ont donné leur vie pour que l'Algérie vive libre et indépendante».

«A nous de nous montrer, poursuit-il, que nous sommes de dignes fils et que nous ne devons ménager aucun effort pour contribuer à la réussite de notre pays». «Je vous appelle une fois de plus à aller voter massivement et à sensibiliser autour de vous les citoyens à faire de même», dira Sidi Said qui a été longuement applaudi par l'assistance.

Hani G.

Douanes

Le nouveau code vise un accompagnement performant des investisseurs

■ Le nouveau code des douanes intervient pour simplifier et unifier des procédures douanières selon les normes internationales en vue d'un meilleur et performant accompagnement des investisseurs et entreprises algériennes, a indiqué jeudi à Oran, le directeur des relations publiques et de l'information à la Direction générale des Douanes algériennes.

Par Safia T.

Lors d'un point de presse, animé en marge d'une rencontre régionale sur la vulgarisation des nou-

Changes L'euro progresse un peu face au dollar sur un marché très calme

L'EURO progressait légèrement hier face au dollar sur un marché très calme et peu actif en raison du weekend. Vers 09h00 GMT, l'euro valait 1,0625 dollar contre 1,0613 dollar jeudi soir vers 21h00 GMT. La livre britannique était quasiment stable face à la monnaie européenne, à 84,91 pence pour un euro, mais progressait face au billet vert, à 1,2513 dollar pour une livre. La devise européenne baissait un peu face à la monnaie nipponne, à 115,70 yens pour un euro contre 115,83 yens la veille au soir. Le dollar cédait aussi du terrain face à la devise japonaise, à 108,89 yens pour un dollar contre 109,14 yens jeudi soir. Le marché des changes est aussi calme que peu actif avec la fermeture de la plupart des marchés financiers, soulignant les opérateurs. L'euro avait baissé jeudi face au dollar qui s'était remis d'un brusque affaiblissement provoqué la veille par les propos du président américain Donald Trump sur la force du billet vert. Dans un entretien au Wall Street Journal, Donald Trump avait réitéré ses inquiétudes sur la vigueur du dollar, et s'était aussi prononcé pour de faibles taux d'intérêt aux Etats-Unis, une situation qui ne profiterait guère au billet vert. Cette croissance américaine soutenue et les pressions inflationnistes pousseront la Réserve fédérale (Fed) à «rester sur la voie d'un resserrement de sa politique» monétaire contrairement aux autres banques centrales, estimait cet expert. Vers 09h00 GMT, la devise suisse restait quasiment stable face à l'euro, à 1,0675 franc pour un euro, et gagnait du terrain face au billet vert, à 1,0047 franc pour un dollar. La devise chinoise était en légère hausse face au dollar, à 6,8870 yuans pour un dollar contre 6,8900 yuans jeudi à 15h30 GMT.

Agences

veaux règlements du code des douanes, Djamel Brika a souligné que le texte de loi 04-17 modifié et complété au code des douanes permettra de simplifier les procédures douanières et leur unification avec les normes en vigueur dans le monde. Ce texte de loi actualisé permettra un meilleur accompagnement des opérateurs économiques qui en trouveront un cadre pour pratiquer et organiser des échanges dans un espace commercial assurant la pérennité, la neutralité et la transparence, a-t-il expliqué. Ce nouveau code vise également à adopter des notions consacrées par les conventions douanières internationales dont l'Algérie a adhéré en fournissant plus de garanties aux opérateurs économiques et investisseurs concernant l'unification des procédures de dédouanement, conformément aux normes internationales en vigueur. Avec ce nouveau code, le futur investisseur constatera le changement des procédures adoptées en Algérie qui sont les mêmes contenues dans la Convention internationale de



Kyoto, a assuré le même responsable. Pour lui, l'objectif attendu de l'actualisation de ce texte de

loi est de simplifier des procédures douanières et plusieurs entraves existantes dans l'an-

cienne copie de ce code ont été supprimées en prenant en considération la Convention de Kyoto et de toutes les conventions signées par l'Algérie dans le secteur des douanes. Pour Djamel Brika, le nouveau code intervient pour renforcer le contrôle douanier à travers le droit à l'information. Les agents douaniers pourront accéder aux documents dans différentes administrations sans opposition en vue d'assurer une meilleure performance dans le domaine du contrôle à distance. Cette rencontre régionale, organisée à l'école nationale des douanes d'Oran, est la troisième du genre après celles tenues à Alger et Batna. Elle a réuni des cadres des douanes de la région Ouest du pays en prévision de l'entrée en vigueur de cette loi, adoptée en janvier par l'APN. Ce code vise principalement à moderniser et à réformer l'administration des douanes selon les exigences des nouvelles mutations enregistrées à l'échelle mondiale et des orientations du nouveau modèle économique national.

S.T./APS

Partenariat public-privé

Examen du financement de 4 projets d'infrastructures de transport

Quatre projets pilotes dans les transports susceptibles d'être retenus pour un financement par la Banque mondiale (BM), après décision du gouvernement, ont été examinés jeudi soir à Alger à l'issue d'une rencontre sur le Partenariat public-privé (PPP). Il s'agit du projet du péage sur l'autoroute Est-Ouest, et de la ligne pilote de bus à haut niveau de services (BHNS) qui doit relier Tafourah à l'aéroport international Houari Boumediene (20 km) avec un partage du financement entre le secteur public et le privé, a indiqué le directeur général des Infrastructures au ministère des Travaux publics et des Transports Boualem Chetibi. Les

deux autres projets concernent le métro d'Oran (19,7 km avec 20 stations) et dont le coût total estimatif est de 168 milliards DA ainsi le projet d'extension du métro d'Alger (Place des Martyrs-Chevalley) sur une distance de 9,5 km avec 8 stations, a-t-il ajouté. Le coût global du projet d'extension de métro d'Alger est estimé à 74 milliards Da avec un trafic prévisionnel de 40 000 passagers/heure, a-t-on indiqué lors des travaux de cette rencontre qui a réuni des cadres des différents secteurs (Transports et travaux publics, santé, énergie, industrie) avec des experts de la BM. Ces projets feront l'objet d'une étude de faisabilité dans le cadre du PPP

avec le soutien technique et financier de la Banque mondiale après décision du gouvernement, a précisé M. Chetibi. «On a examiné avec les experts de la BM tous les aspects réglementaires et techniques et même financiers pour accélérer le processus d'un partenariat gagnant-gagnant, qui vise essentiellement à développer et à diversifier les infrastructures dans notre pays», a-t-il ajouté. Le partenariat public-privé est la démarche consistant à mobiliser des ressources financières pour la réalisation de projets d'infrastructures publiques, provenant d'opérateurs privés ou publics, algériens principalement, qui bénéficieront des revenus géné-

rés par l'exploitation de ces infrastructures. M. Chetibi a précisé que les quatre projets sont susceptibles d'être retenus pour un financement par la Banque mondiale dans le cadre du PPP, notant que la BM assure l'accompagnement technique ainsi que le financement des études d'expertises. Ce même responsable a ajouté que compte tenu de la conjoncture économique actuelle, on ne devrait pas compter sur les financements de l'Etat, il faut cibler d'autres sources de financement et s'associer positivement dans la démarche du gouvernement pour soutenir et promouvoir la croissance économique.

Salem K.

Coopération énergétique

Boutarfa s'entretient avec l'ambassadeur du Mexique

Le ministre de l'Énergie, Nouredine Boutarfa, a reçu jeudi l'ambassadeur du Mexique à Alger, Juan José Gonzalez Mijares, avec qui il s'est entretenu sur la coopération en énergie et sur la conjoncture pétrolière. Durant cette audience, les deux parties ont évoqué l'évolution des marchés pétroliers et les efforts communs entrepris pour la stabilisation des marchés dans le cadre de l'accord de l'Opep et non Opep, a indiqué le ministre dans un communiqué. M. Boutarfa et M. Gonzalez Mijares ont aussi abordé les opportunités de coopération et les échanges d'expérience entre l'Algérie et le Mexique, notamment dans le domaine des hydrocarbures et de la formation. Pour rap-

pel, l'Opep et des pays producteurs hors Opep dont le Mexique ont convenu, en décembre 2016 à Vienne, d'un accord, le premier du genre depuis une quinzaine d'années, pour agir ensemble en réduisant leur production d'un total avoisinant 1,8 mbj à partir de janvier 2017 à raison de 1,2 mbj par l'OPEP et 600 000 bj par onze pays hors-OPEP (Azerbaïdjan, Brunei, Bahreïn, Guinée équatoriale, Kazakhstan, Malaisie, Mexique, Oman, Russie, Soudan et Sud Soudan). Dans son rapport publié lundi dernier, l'OPEP a indiqué que la production mondiale a atteint 95,82 millions de barils par jour (mbj) en mars dernier, soit une baisse de 230 000 barils par jour (bj) par rapport à

février, mais un surplus de 220.000 bj sur un an. A elle seule, l'Opep a vu sa production diminuer de 153 000 bj, à 31,93 mbj sous le plafond qu'elle s'était fixée. Après une contraction de 690 000 bj à 57,32 mbj en 2016, l'offre non-Opep devrait s'établir à 57,89 mbj cette année, soit une croissance de 580 000 bj, une nouvelle fois révisée à la hausse. Celle-ci proviendra essentiellement des Etats-Unis (+540 000 bj, soit 200 000 bj de plus que la précédente estimation), où le nombre de puits de forage en activité se multiplie. Quant à la demande mondiale d'or noir, elle devrait progresser de 1,27 mbj à 96,32 mbj, selon une prévision de l'Opep.

R.E.

Tamanrasset

Investir dans la diversité des potentialités existantes

■ Les participants à une rencontre sur le développement local et régional, tenue jeudi au centre universitaire Hadj Moussa-Agh-Akhamoukh à Tamanrasset, ont plaidé pour l'investissement dans la diversité des potentialités que recèle la wilaya de Tamanrasset.

Par Lydia O.

Les intervenants, universitaires et spécialistes, ont mis en avant l'importance de l'exploitation des divers atouts de cette région du Grand Sud du pays, à travers l'encouragement de l'investissement susceptible d'impulser le développement local et régional durable. Les participants ont appelé à investir notamment dans les capacités existant dans le secteur du tourisme, de l'agriculture, de l'industrie et le développement des échanges commerciaux avec les pays du Sahel. Dans son intervention intitulée «Rôle du tourisme dans l'encouragement de l'investissement», Halima Tikhmarine, inspectrice

du secteur du tourisme à Tamanrasset, a mis en relief les importantes opportunités offertes à Tamanrasset et constituant des facteurs susceptibles d'attirer les promoteurs, en sus des capacités naturelles de la région qui ouvrent de larges perspectives pour un avenir prometteur pour le développement local. Elle a rappelé, à ce titre, que le schéma national d'aménagement du territoire SNAT-2030 a classé la capitale de l'Ahaggar, dans le cadre du Schéma directeur d'aménagement touristique (SDAT, partie intégrante du SNAT), comme pôle touristique par excellence dans le Grand Sud. L'inspectrice du tourisme a également passé en revue les axes retenus au SNAT et les



objectifs qui lui sont assignés, à l'instar du développement des pôles d'excellence touristique et les avantages accordés aux investisseurs touristiques. Elle a, en outre, mis l'accent sur la nécessaire exploitation de l'actuelle conjoncture économique marquée par une instabilité des prix du pétrole pour construire une économie diversifiée, tout en

œuvrant à applanir les obstacles entravant le secteur du tourisme dans la région. Le recteur du Centre universitaire de Tamanrasset, Abdelghani Choucha, a relevé dans sa communication sur l'exploitation optimale des potentialités naturelles et matérielles et les infrastructures de la wilaya, certains aspects et exigences du déve-

loppement local, les voies de leur traitement. Ce qui nécessite, a-t-il estimé, l'exploitation des structures de formation existantes, le rôle de l'institution universitaire dans la formation des promus dans les filières scientifiques, touristiques, industrielles, agricoles et environnementales. Selon le même responsable, la wilaya de Tamanrasset recèle d'importantes potentialités requérant la promotion de la ressource humaine, notamment les jeunes, en vue de leur bonne exploitation, selon les exigences du développement local. Dans ce même ordre d'idées, Mohamed Laïchoubi, ancien ministre, a, dans un exposé sur «Le territoire, la société et le développement local, face aux crises internationales», souligné le nécessaire investissement dans la ressource juvénile, principale richesse de la société. Initiée par le centre universitaire de Tamanrasset, avec le concours de la direction du commerce et l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes, cette rencontre a été riche en communications-débats liées à la situation de l'investissement local, à travers les organismes de soutien à l'investissement, les perspectives de développement et les opportunités d'investissement dans la wilaya de Tamanrasset, selon les organisateurs

L. O./APS

Constantine

Un centre national de recherche en urbanisme opérationnel en septembre

Un centre national de recherche en urbanisme et aménagement de territoire sera opérationnel dans la wilaya de Constantine en «septembre prochain», a indiqué un cadre de l'université des frères Mentouri. S'exprimant en marge des journées «portes ouvertes» sur les universités destinées aux futurs bacheliers, le vice-recteur chargé de la planification et du développement, Mebarek Ferkous, a précisé que la réception du centre, premier du genre à l'échelle nationale, est prévue pour «septembre prochain». Il a, à ce propos, ajouté que cette structure de recherche scientifique, implantée à la cité Zouaghi Slimane, avance à un rythme «satisfaisant» atteignant 95%. Le centre national de recherche en urbanisme et aménagement de territoire, inscrit au titre du programme quinquennal 2010-2014, est destiné à «améliorer et à développer la qualité de la formation et de la recherche dans ce domaine à travers les différentes wilayas du pays», a-t-il affirmé. Confié à une entreprise algérienne, ce projet, initié par la direction générale de la

recherche scientifique et du développement technologique relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a été financé par le Fonds national de la recherche scientifique avec la mobilisation de 190 millions DA, dont 30 millions DA alloués à son équipement. Les journées «portes ouvertes» sur les universités est une manifestation de deux jours visant à expliquer aux candidats au baccalauréat les modalités d'orientation allant de la préinscription jusqu'au choix définitif des filières et à informer les futurs bacheliers et leurs parents sur les filières scientifiques existantes.

Selon le vice-recteur chargé de la pédagogie, Abdelmalek Bechkhaznadj, l'intensification de ce genre de rencontres permet de pallier le manque d'information qui conduit souvent les nouveaux bacheliers à «faire de mauvais choix», faisant savoir qu'une campagne de sensibilisation similaire visant aussi à expliquer la circulaire relative à l'orientation du futur bachelier (méthodes de

choix de spécialités et étapes de préinscriptions et inscriptions) est prévue en juillet prochain. Des dépliant renseignements sur les périodes des préinscriptions, les résultats d'orientation, les recours, les inscriptions finales et sur les domaines de formation offerts par les divers établissements d'enseignement universitaires de la wilaya ont été distribués aux visiteurs de ces «portes ouvertes» qui ont vu la présence des quatre universités de la wilaya en plus des quatre écoles nationales supérieures à l'instar de l'Ecole nationale polytechnique et celle de biotechnologie. Une affluente importante des candidats au Bac a été enregistrée lors de cette manifestation d'information et de sensibilisation organisée au bloc des lettres de l'université Mentouri. Amine, un élève en 3^e année secondaire au lycée Tarek-Ibn-Ziad a fait remarquer que cette manifestation ouvre aux lycéens une voie «pour faire mûrir leur idées autour des études qu'ils voudraient suivre à l'université».

Hatem D.

Oran

Des panneaux pour promouvoir les sites touristiques

La direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Oran vient d'arrêter un cahier des charges pour l'installation d'une quarantaine de panneaux au niveau des places publiques pour promouvoir les sites touristiques, naturels et historiques de la région, a-t-on appris auprès des initiateurs du projet.

Il s'agit de valoriser des sites touristiques de la wilaya d'Oran, comme le vieux quartier de Sidi El Houari, les plages de la Corniche, le mont Mardjadjou, le fort de Santa Cruz, le palais du bey, la mosquée de Hassan Bacha, les vestiges romains de

Portus Magnus et bien d'autres lieux, a souligné Rachid Bendouda, responsable chargé des activités du tourisme et de l'artisanat à la direction locale chargée du secteur.

Ces panneaux visent notamment à promouvoir le tourisme local, a-t-il expliqué, estimant qu'en posant un panneau sur le fort de Santa Cruz à Arzew, inciterait les habitants de cette localité à venir le visiter.

Sur un autre volet, le même responsable a indiqué que la direction du tourisme compte créer prochainement un bureau de tourisme local, dédié à l'infor-

mation et l'orientation touristique. Ce bureau, une première initiative du genre à l'échelle nationale, sera installé au niveau de l'ancien siège de l'Onat.

Il est également envisagé de multiplier ses annexes au niveau des sites touristiques, de l'aéroport, des gares et autres sites très fréquentés.

Création de deux nouvelles lignes de transport urbain

Le transport urbain au niveau de la ville d'Oran a été renforcé récemment par deux nouvelles

lignes, a-t-on appris du directeur de l'Entreprise de transport urbain et semi-urbain d'Oran (Etuso).

Ces deux lignes, opérationnelles depuis quelques jours, desservent les deux stations de taxis inter-wilayas, celle située en face de la daïra d'Oran et de Haï Usto, a indiqué Fawzi Berber, expliquant que la première ligne, la G1, assure le transport des usagers depuis la gare routière d'El Bahia, sise dans le périmètre de haï Ibn Sina, vers l'Est d'Oran.

La seconde, la G2, assure le déplacement des usagers

depuis la station de la daïra d'Oran au centre-ville d'Oran. Selon le même responsable, il est prévu également l'ouverture d'une troisième ligne devant assurer le transport en direction de l'Ouest d'Oran à partir de la gare routière d'El Bahia en passant par Haï Louz (Les Amandiers), a ajouté M. Berber.

Par ailleurs, le même responsable a fait état de la sortie toute récente de la première promotion de conducteurs de taxi. Une cérémonie de remise des diplômes et des livrets aura lieu prochainement, a-t-il fait savoir.

R. R.

Tunisie

Nidaa Tounès s'affaiblit dans une crise sans fin

■ *Dirigé par le fils du président, le parti dominant de la coalition au pouvoir souffre de querelles qui profitent aux islamistes d'Ennahda. Il y a des signes qui ne trompent pas.*

Par Halim T.

L'effervescence qui agite la scène politique tunisienne depuis quelques mois n'est pas seulement due à une mise en ordre de bataille avant les élections municipales prévues le 17 décembre, septième anniversaire du déclenchement de la révolution. Après tant d'années d'attente, la transition démocratique va enfin s'incarner au niveau local. Si la fièvre monte à ce point, c'est aussi parce que Nidaa Tounès, le parti qui domine la coalition au pouvoir à Tunis, traverse une crise profonde et que ses déboires libèrent une cohorte d'ambitions concurrentes. Le 2 avril, un Front du salut et du progrès s'est solennellement formé dans la capitale. Ses inspirateurs le conçoivent comme un regroupement transversal de partis, ou factions de partis, visant à détrôner l'actuelle alliance dirigeante entre Nidaa Tounès et le parti islamiste Ennahda. Ils jouent sans fard sur la peur qu'inspire à une frange de l'opinion publique l'influence prêtée aux islamistes dans l'ap-

pareil d'Etat. Selon eux, Nidaa Tounès, dont le socle est pourtant l'anti-islamisme, est devenu trop faible pour s'opposer au jeu d'Ennahda. Depuis sa victoire aux élections législatives et présidentielle de 2014, Nidaa Tounès est, de fait, rongé par des querelles d'appareils et une hémorragie de ses cadres au point de jeter un doute sur la solidité de la transition démocratique tunisienne, tant louée à l'étranger.

Une «succession dynastique» controversée

«Il y a une descendance aux abîmes», s'alarme Leïla Chettaoui, députée de Nidaa Tounès. Selon elle, la glissade commence véritablement au congrès du parti à Sousse, en janvier 2016, quand Hafedh Caïd Essebsi, le fils du président de la République, Béji Caïd Essebsi, prend les rênes du parti. Il met la main sur deux fonctions stratégiques : directeur exécutif et représentant légal de Nidaa Tounès. Ce congrès consacre aussi la rupture avec son grand



rival d'alors, Mohsen Marzouk, ex-conseiller spécial du président, qui claque la porte du parti avec ses soutiens pour fonder une nouvelle formation, Harakat Machrouu Tounès, à la vision «néobourguibiste». Le coup est dur pour le groupe de Nidaa Tounès à l'Assemblée des représentants du peuple. Une vingtaine de députés le quittent. Du coup, Nidaa Tounès perd son statut de premier groupe parlementaire au profit d'Ennahda. La conquête de l'appareil par Hafedh Caïd Essebsi a déchainé

les passions. Le parti était déjà fragilisé par la disparition de sa raison d'être idéologique – l'anti-islamisme – rendue caduque par la formation d'un gouvernement de coalition avec Ennahda à partir de début 2015. La violente controverse autour de la «succession dynastique» – le fils remplaçant le père à la tête du parti – a porté le malaise à son paroxysme. Par la suite, les défections se sont multipliées, touchant jusqu'au groupe qui avait servi de marchepied à Hafedh Caïd Essebsi lors du congrès de

Sousse. Parmi ces anciens alliés devenus dissidents figure Ridha Bel Haj, ex-directeur de cabinet du chef de l'Etat. Le groupe de M. Bel Haj a tenté, fin janvier, d'écarter de la direction du parti Hafedh Caïd Essebsi. Ce dernier a porté l'affaire devant la justice. M. Bel Haj est l'un des inspirateurs – aux côtés de Mohsen Marzouk – du Front du salut récemment constitué.

«Ennahda apparaît légitime»

«Le parti a perdu le contact avec les citoyens», se désole M^{me} Chettaoui. Le gouvernement de Youssef Chahed, chargé de piloter des réformes sensibles sous la pression des bailleurs de fonds de la Tunisie, notamment le Fonds monétaire international, est ainsi affaibli, car il ne peut compter sur un appui partisan dynamique. «Le gouvernement n'est pas assez soutenu», grince le député Moncef Sellami, qui a jeté l'éponge après avoir présidé un éphémère «comité de sauvetage» du parti.

Dès lors, le rôle d'Ennahda, partenaire loyal et discipliné de la coalition, s'en trouve mécaniquement renforcé. «La majorité ne tient que grâce à Ennahda», souligne M. Sellami. «Ennahda joue bien le jeu», abonde M^{me} Chettaoui. Il apparaît de plus en plus comme un parti stable et équilibré, donc légitime dans sa prétention à gouverner.

«C'est là ce qui inquiète de nombreux militants historiques de Nidaa Tounès qui avaient rejoint le parti pour contrer le projet islamiste, qualifié d'antimodernisme au modèle tunisien». «Si Ennahda ne rencontre aucun contrepoids, il va inévitablement essayer de changer le modèle tunisien. La transition en Tunisie sera alors en danger», avertit M. Bel Haj, le chef de file des opposants à Hafedh Caïd Essebsi. Fondée au pas, l'appropriation a saisi une grande partie de l'électorat de Nidaa Tounès, sensible, dès lors, aux vents de la dissidence. H. O./Le Monde Afrique

Sahara occidental

L'afapredesa confirme l'existence de fosses communes et dénonce les violations marocaines

Le président de l'Association des familles des prisonniers et disparus sahraouis (Afapredesa), Abdeslam Omar a confirmé jeudi à Dakhla (camp des réfugiés sahraouis) l'existence de fosses communes au Sahara occidental occupé, dénonçant le refus des autorités d'occupation marocaines l'accès au territoire sahraoui, aux observateurs internationaux. Intervenant en marge des travaux de la Conférence internationale estudiantine et juvénile de solidarité avec le peuple sahraoui dont les travaux ont débuté mercredi avec la présence de plus de 110 participants étrangers, M. Omar, cité par l'agence de presse sahraouie SPS, a relevé que les autorités d'occupation marocaines refusent l'accès aux observateurs internationaux et des organisations des droits de l'Homme «par peur de découvrir les fosses communes et les restes des victimes dans les territoires sahraouis occupés». Le président de l'Afapredesa a également condamné les violations des droits de l'Homme commises par les autorités d'occupation marocaines contre les Sahraouis qui luttent pacifiquement pour arracher leur indépendance, appelant à faciliter l'accès au territoire sahraoui occupé, aux observateurs internationaux et à faire la lumière sur le sort de plus de 500 Sahraouis disparus depuis le début de l'occupation marocaine du Sahara occidental.

Dans ce contexte, Abdeslam Omar a souligné la nécessité de l'élargissement de la mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso) à la protection et la surveillance des droits de

l'Homme. Cette rencontre, qui se tient sous le slogan «Ensemble pour libérer la dernière colonie en Afrique», entre dans le cadre de la consolidation des liens de solidarité multidimensionnelle avec le peuple sahraoui et avec ses étudiants et ses jeunes, a affirmé le secrétaire général de l'Union générale des étudiants de Sakia El-Hamma et Oued El-Dhaheb (Ugesario), Moulay Mohamed Brahim Saleh. Les participants traiteront, durant les trois jours de la conférence, de plusieurs axes visant à permettre une meilleure compréhension par la catégorie ciblée de thèmes tels que la décision de la Cour de justice européenne, la question des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés et celle de la spoliation des richesses naturelles du Sahara occidental par l'occupant marocain, ainsi que la participation politique des jeunes, a précisé M. Moulay lors de l'ouverture de la rencontre.

WSC appelle à la libération immédiate des détenus politiques de Gdeim Izik

L'organisation britannique, Campagne du Sahara Occidental (WSC : Western Sahara Campaign) a exprimé, jeudi, sa solidarité avec les détenus politiques sahraouis de Gdeim Izik et a appelé à leur libération immédiate. WSC a souligné, dans un communiqué, que le procès marocain des 24 détenus politiques sahraouis est illégal et que les concernés devraient être «libérés immédiatement». Le communiqué de WSC intervient après la présentation du rapport du secré-

taire général de l'ONU, Antonio Guterres, lundi dernier, sur le Sahara occidental aux membres du Conseil de sécurité.

La campagne affirme que le procès concerne des incidents survenus à Gdeim Izik, se trouvant au Sahara occidental, un territoire non autonome, illégalement occupé par le Maroc, ce qui rend le procès des détenus jugés dans ces événements illégal. Tant que le statut du Sahara occidental n'a pas été défini par un référendum libre et équitable d'autodétermination, il ne peut y avoir aucune base juridique pour un procès impliquant des Sahraouis, précise WSC. En attendant le référendum qui définira le statut du Sahara occidental, «tous les Sahraouis prisonniers politiques du Maroc doivent tout simplement être immédiatement libérés», insiste l'organisation britannique qui est membre de l'observatoire des ressources naturelles du Sahara occidental, Western Sahara Resource Watch (WSRW).

Elle a également exhorté la communauté internationale à faire pression sur le Maroc pour qu'il respecte les droits de l'Homme dans les territoires du Sahara occidental qu'il occupe illégalement et pour qu'il libère les détenus politiques de Gdeim Izik. Inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non-autonomes, donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupé depuis 1975 par le Maroc soutenu par la France.

Souad F./APS



Afghanistan

La méga-bombe américaine a tué 36 combattants de l'EI

■ La plus puissante bombe américaine non-nucléaire, larguée jeudi dans l'est de l'Afghanistan, a détruit un fief montagneux du groupe État islamique et tué au moins 36 de ses combattants, a indiqué hier le gouvernement afghan, écartant toute victime civile.

La bombe à effet de souffle massif (MOAB) GBU-43/B, surnommée «mère de toutes les bombes», a touché jeudi soir ce que les autorités afghanes ont décrit comme un réseau de tunnels et de grottes utilisé par l'EI dans le district d'Achin, situé dans la province orientale de Nangarhar. C'est la première fois que cette bombe de 9,8 tonnes, d'une puissance explosive comparable à 11 tonnes de TNT, était utilisée au combat. Elle pourrait entamer les capacités de l'EI en Afghanistan mais aussi constituer un avertissement pour les talibans, beaucoup plus nombreux et implantés, avant le début de leur offensive de printemps. «A la suite du bombardement, des repaires stratégiques de Daech (acronyme arabe pour l'EI) et un complexe profond de tunnels ont été détruits, et 36 combattants de l'EI tués», a indiqué le ministère afghan de la Défense dans un communiqué. Le président américain Donald Trump s'était auparavant félicité d'un «nouveau succès». Ce bombardement est intervenu une semaine après

d'intenses frappes américaines contre le régime en Syrie et le jour même où le président Trump a averti que les États-Unis allaient «traiter le problème» nord-coréen. L'explosion a résonné des kilomètres à la ronde et provoqué une vaste flambée dans cette zone isolée. «C'est la plus forte explosion que j'ai jamais vue. L'endroit a été envahi par des flammes très hautes», a déclaré à l'AFP Esmail Shinwari, gouverneur du district d'Achin, ajoutant que la bombe avait frappé la zone de Mamand Dara. Une source proche des insurgés afghans a indiqué à l'AFP sous couvert de l'anonymat que des habitants avaient senti le sol bouger «comme lors d'un tremblement de terre», et que certains s'étaient évanouis en raison de la puissance du souffle. «Des gens ont commencé à quitter la zone par peur de nouveaux bombardements», a-t-il ajouté. Au poste-frontière pakistano-afghan de Torkham, situé à plusieurs dizaines de kilomètres du point d'impact indiqué, aucun mouvement inhabituel n'était détecté. La bombe a été larguée après une intensification des

combats la semaine passée dans cette zone où les forces afghanes au sol, soutenues par les troupes américaines, peinaient à avancer. Un soldat des forces spéciales américaines a été tué samedi dernier à Nangarhar lors d'opérations anti-IE. Des experts en sécurité estiment que l'EI avait établi ses bases près d'habitations civiles, mais le gouvernement afghan a assuré que des milliers de familles avaient fui les lieux ces derniers mois. Selon un porte-parole des forces spéciales afghanes à Nangarhar, il ne restait plus qu'une famille, qui a été transférée en sécurité. En raison des tunnels et tranchées, «il était quasiment impossible d'avancer là», a ajouté l'officier Ahmad Jawed Salim. «Maintenant, nos forces progressent dans la vallée, et pour le moment il n'y a pas eu de résistance». La méga bombe, conçue en 2002-2003 au début de la guerre en Irak, est la plus grosse bombe non-nucléaire jamais utilisée au combat, a indiqué l'armée de l'air américaine. Elle était initialement destinée autant à intimider l'ennemi qu'à dégager de vastes étendues.



P.L. > D. R.

Un porte-parole des talibans, Zabihullah Mujahid, a condamné dans un communiqué ce bombardement des Américains qui «utilisent l'Afghanistan comme un laboratoire expérimental», soulignant qu'éliminer Daech était «le travail des Afghans». La province de Nangarhar, frontalière du Pakistan, est la première région d'implantation en Afghanistan de l'organisation jihadiste moyen-

orientale EI, qui a progressé ces dernières années en Afghanistan, en recrutant notamment ce bombardement au sein des talibans afghans ou pakistanais. Depuis août 2016, les forces américaines y ont conduit de nombreuses frappes aériennes sur les bastions jihadistes. Les efforts combinés des forces afghanes et américaines les ont fait reculer.



Points chauds

Déni

Par Fouzia Mahmoudi

Si les sondages se sont énormément trompés ces derniers mois à prédire les issues d'événements d'importance, comme on a pu le voir avec les victoires surprises du Brexit en Grande-Bretagne ou encore de Donald Trump aux États-Unis, ces derniers restent des outils largement utilisés par les médias et les politiques pour bâtir leurs analyses et leurs prévisions. Toutefois, en France les études d'opinions sont, après leurs ratés de l'année dernière, utilisés par certains candidats pour tenter de rassurer et de revigorer leur électorat à l'approche du premier tour de la présidentielle. François Fillon depuis quelques mois utilise sans cesse l'argument des faux sondages, manipulés par la presse et le «pouvoir». Le candidat explique alors à longueur de meetings qu'il va créer la surprise et qu'il sera à n'en pas douter au second tour de la présidentielle. Une hypothèse qui devient elle de plus en plus improbable au vu des derniers sondages sur les intentions de vote des Français. Surtout, que désormais Mélenchon ne cesse de croître dans les sondages faisant craindre à certains une éventualité d'un duel entre le candidat de la France insoumise et la candidate frontiste. Mais Fillon a rejeté l'éventualité d'un second tour Mélenchon/Le Pen, disant ne pas croire qu'«il y ait 50 ou 60% des Français qui soient communistes et d'extrême-droite», a-t-il déclaré. «Je ne crois pas à ces sondages. Je ne crois pas un seul instant qu'il y ait 50 ou 60% de Français qui soient aujourd'hui des révolutionnaires, des communistes et des gens d'extrême-droite», a déclaré le candidat LR à la présidentielle, talonné dans les derniers sondages par Jean-Luc Mélenchon. «Il y a de l'émotion dans ces sondages, des manifestations de colère, le jeu des électeurs avec les sondeurs, les médias, le milieu politique», a-t-il tenté d'analyser. Interrogé sur les propos de Jean-Luc Mélenchon qui a affirmé mercredi soir que les Français allaient «cracher du sang» si l'un de ses trois principaux concurrents gagnait la présidentielle, l'ancien Premier ministre a estimé que l'on voyait là «le discours communiste dont on croyait qu'il avait totalement disparu de la surface de la planète». Questionné finalement sur l'éventualité d'un blocage pour faire ses réformes s'il venait au pouvoir, il a répondu imperturbable : «j'ai l'autorité morale pour le faire». Mais s'il continu à affirmer cela il est de moins en moins sûr qu'une majorité de Français soient d'accord avec cette affirmation. Car s'il est depuis quelques jours, quatrième derrière Mélenchon dans les sondages, cela fait déjà plusieurs mois qu'il est loin derrière les deux favoris du premier tour, Marine Le Pen et Emmanuel Macron.

F. M.

Corée du Nord

Pékin s'alarme avant un week-end à haut risque

La Chine a averti hier qu'un «conflit peut éclater à tout moment» en Corée du Nord, à l'heure où Pyongyang risque de mener ce week-end un nouvel essai nucléaire et est la cible de menaces du président américain Donald Trump. «Le dialogue est la seule issue», a martelé le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi lors d'un point de presse à Pékin en compagnie de son homologue français Jean-Marc Ayrault.

De son côté, la Russie, «très inquiète», a appelé toutes les parties à la «retenue» et mis en garde contre «toute action qui pourrait être interprétée comme une provocation».

Donald Trump a promis jeudi que le «problème» nord-coréen serait «traité». Il avait annoncé auparavant l'envoi vers la péninsule coréenne du porte-avions Carl Vinson, escorté par trois navires lance-missiles, puis évoqué une «armada» comprenant des sous-marins.

Un tel porte-avions transporte en général 70 à 80 avions ou hélicoptères, dont une cinquantaine d'avions de combat.

La Corée du Nord a promis de répondre à l'envoi «insensé» de ce groupe aéronaval, se disant prête pour la «guerre».

«On a le sentiment qu'un conflit pourrait éclater à tout moment. Je pense que toutes les parties concernées doivent être hautement vigilantes vis-à-vis de cette situation», a plaidé le ministre chinois des Affaires étrangères. Quiconque provo-

querait un conflit sur la péninsule coréenne «devra assumer une responsabilité historique et en payer le prix», a-t-il mis en garde.

Selon de nombreux observateurs, la Corée du Nord pourrait, à l'occasion du 105^e anniversaire de la naissance de Kim Il-Sung, premier dirigeant du pays, procéder aujourd'hui à un nouveau tir de missile balistique ou même à son sixième essai nucléaire, tous deux interdits par la communauté internationale.

«Le moment est venu pour Pyongyang de respecter ses propres engagements», a souligné hier Jean-Marc Ayrault, arrivé main dans la main avec son homologue chinois devant la presse. Une semaine après avoir frappé la Syrie, les États-Unis de Donald Trump ont utilisé jeudi en Afghanistan la plus puissante bombe américaine non-nucléaire jamais larguée. Cet engin, d'une puissance comparable à 11 tonnes de TNT, a tué au moins 36 membres du groupe jihadiste État islamique (EI), selon le gouvernement afghan.

Le largage de cette bombe, qui intervient au moment où les tensions sont exacerbées avec Pyongyang, est largement interprété comme un signal adressé à la Corée du Nord. Malgré les menaces, le régime stalinien reste déterminé à ne pas abandonner son programme nucléaire.

Une guerre thermonucléaire «pourrait éclater à tout moment» et «menacer la paix et la sécurité mondiales», a averti jeudi un

porte-parole du ministère nord-coréen des Affaires étrangères, cité par l'agence de presse officielle KCNA. «Le vainqueur ne sera pas celui qui tient les propos les plus durs ou qui montre le plus ses muscles», a réagi hier Wang Yi, sans citer explicitement les initiatives américaines. «Si une guerre a lieu, le résultat sera une situation dont personne ne sortira vainqueur», a-t-il prévenu.

La Chine est considérée comme la plus proche alliée de la Corée du Nord, mais s'oppose fermement au programme nucléaire à visée militaire du régime de Kim Jong-Un. Elle plaide pour une solution négociée et appelle régulièrement les États-Unis à la retenue dans ce dossier. «Les options militaires sont déjà en train d'être étudiées» sur la Corée du Nord, a cependant déclaré hier un conseiller en politique étrangère de la Maison Blanche, sous couvert d'anonymat, ajoutant s'attendre à ce que Pyongyang procède à un nouveau test, soit de missile balistique soit nucléaire.

«Avec ce régime, la question n'est pas de savoir si (cela va arriver) mais juste de savoir quand», a-t-il ajouté.

En cas d'essai ou de tir, «Pékin réagira fermement», a averti cette semaine le journal chinois «Global Times», réputé proche du pouvoir. Le quotidien estime que la Chine pourrait soutenir de nouvelles sanctions de l'ONU allant jusqu'à des restrictions aux importations pétrolières de Pyongyang.



Du 20 au 22 avril

4^e édition du Salon du livre de Boudjima

■ La 4^e édition du Salon du livre de Boudjima, à une vingtaine de kilomètres au nord de Tizi Ouzou, se tiendra du 20 au 22 avril prochain, en présence d'une vingtaine de maisons d'édition et une soixantaine d'auteurs.

Par Adéla S.

L'évènement qu'organise l'Assemblée populaire communale (APC) en collaboration avec le mouvement associatif sera dédié, cette année, à l'écrivain, linguiste et anthropologue Mouloud Mammeri dont le centenaire de la naissance est fêté depuis le mois de février dernier à travers tout le territoire national, a indiqué le président de l'APC, Smail Boukherroub.

Prévu au niveau de la bibliothèque municipale Mohia, l'édition de cette année sera placée sous le thème «A Boudjima, je lis, je m'enrichis», a-t-il affirmé, soulignant que la littérature de jeunesse et l'histoire constitueront les deux axes principaux de

ce rendez-vous annuel devenu incontournable pour les adeptes du livre et de la lecture.

Des conférences sur l'histoire et le printemps amazigh, dont le 37^e anniversaire sera commémoré le jour de l'ouverture du salon, sont également au programme de la manifestation dans le but d'offrir aux jeunes générations une occasion de connaître leurs origines, a-t-il expliqué.

Outre les écrivains algériens qui seront présents en force à Boudjima, le salon connaîtra la participation de quatre auteurs étrangers, à savoir l'Italien Nicolai Ricardo et les Tunisiens Amina Arfaoui, Saïf Allah Blili et Aziz Krichène, a-t-il souligné.

Des maisons d'édition d'Alger et Constantine, en plus de celles activant au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou, prendront part



aux expositions-vente de livres, ainsi qu'aux différentes activités prévues en la circonstance, a-t-il encore fait savoir.

Le programme comportera,

en effet, des tables rondes sur l'écriture, le livre et son impact dans la société, l'histoire, des hommages à des auteurs tels que Mouloud Mammeri et Nabil

Fares, des présentations d'ouvrages et une dizaine d'ateliers dédiés aux enfants, a-t-il ajouté.

A. S./APS

Spectacle inédit à Alger

Chant andalou et danse flamenco offerts par Hasna Hini et Samara

Un spectacle inédit de musique andalouse et de chants et danses Flamenco a été présenté, jeudi soir à Alger, par la chanteuse Hasna Hini et la danseuse de Flamenco Samara et son guitariste Sergio Matesanz, dans un échange prolifique qui a réuni deux genres musicaux du patrimoine méditerranéen. Organisé par l'Office Riadh El Feth (Oref), «Sinfonia Andalousa», intitulé du spectacle, a permis au nombreux public de la salle Ibn-Zeydoun d'apprécier, une heure et demie durant, une prestation rendue dans une rencontre onirique entre huit musiciens algériens, un instrumentiste et un vocaliste espagnols, dirigés par le professeur Smail Hini.

Il n'aura fallu que d'une rencontre entre Hasna Hini et Samara, deux artistes algériennes établies en Espagne, pour que jaillisse l'étincelle d'un projet artistique unique, brillamment mené avec Mansour Brahimi à la mandoline, Lamouri Mohamed Lamine aux percus-

sions, Said Gaoua au cajon, (percussion en forme de caisse), Madjid Ouagnoun à la deuxième voix, Samir Assas à la derbouka et le remarquable violoniste virtuose Kheireddine M'Kachiche.

Sous l'impulsion et le regard académique de son père (ou qanun) Smail Hini, un des maîtres de la musique andalouse qui a voué sa vie à la formation des jeunes, Hasna Hini au luth a entonné, en solo ou en duo avec le chanteur Raul Jinezez, une dizaine de pièces des terroirs hawzi, chaâbi et espagnol, également exprimée à travers la fermeté du pas et du regard, la grâce du geste précis, l'élégance du mouvement et la contraction du corps qui donnent à Samara, dans ses multiples tenues flamboyantes, un charisme imposant.

Les pièces, «Ya zahwet bali ya ghali», «Koullil bellah ya chemâa», «Attekkart wedjrat demaâti» du regretté El Hachemi Guerouabi (1938-2006), «Parom pom pom» de Manolo Escobar (1931-2013), «Rosa Maria»,

«Soleada», «Ech'Chemâa» du regretté Kamel Messaoudi (1961-1998), «Alger, Alger» de Lili Boniche (1921-2008), «Noubet Sika» (une partie), «Ala Faskini» (inqilab), «Ma teftakar ya ghazali» (n'craf), «Rit el qamar kad ghass» (khlis 1) et «Ya ma dellalouk ya badri» (khlis 2), ont constitué le répertoire rendu dans des atmosphères conviviales.

Le jeu d'accords inversés à la guitare et les sons amples et compressés du «cajon», caractérisant le genre Flamenco, ainsi que les envolées phrasique de Kheireddine M'Kachiche et Mansour Brahimi, ont bâti de belles passerelles culturelles et exprimé les émotions de la vie dans ses joies et ses peines.

Le public qui a savouré le spectacle dans la délectation, a pris du plaisir à apprécier, dans une randonnée méditerranéenne, des chants et des danses de différents registres artistiques, émanant de la tradition populaire. Etablie à Madrid (Espagne), Hasna Hini, diplômée par

ailleurs en musicologie à Paris, a, dès l'âge de huit ans, adhéré à l'Association «Essendoussia», puis «El Inchirah», pour participer comme soliste, alors qu'elle n'a que 15 ans au Festival de Ghaza (Palestine).

Partie à Paris, elle adhère à l'Association «Les airs andalous» et poursuit une formation académique, avant de s'envoler à nouveau pour Madrid où elle progresse dans son art, avec des formations marocaines et gitanes. Fière de s'être frottée à de grands maîtres de la musique, comme les regrettés Boudjemaâ Fergane et Amar Ezzahi, ainsi que son père, Hasna Hini compte deux CD à son actif, «Min touratina» (de notre patrimoine-2008) et «Chiâar Errouh wel qalb» (Poésie de l'âme et du cœur-2010).

Connue du public d'Alger où elle y est née, Samara s'initia très jeune au piano, au violon et à la danse classique, avant de découvrir quelques années plus tard à Paris, alors jeune étudiante, sa passion pour le chant et le

Flamenco. Après des études universitaires en journalisme et en économie, elle suit une formation de danse et obtient le diplôme de la Fondation Cristina-Heeren d'Art Flamenco, pour se perfectionner ensuite auprès de grands maîtres de ce genre de musique.

Parmi ses plus grandes sources d'inspiration, des danseurs aux univers très différents tels que Milagros Menjibar, José Galvan, Carmen Ledesma ou encore Ursula Lopez.

Chef-d'œuvre du patrimoine immatériel de l'humanité, le Flamenco, exhalant les parfums méditerranéens de l'Andalousie, est classé depuis 2010 par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Racim C.

Rendez-vous culturels

Galerie d'Art Couleurs et Patrimoine (4 bis, rue Yahia-Mazouni (El-Biar, Alger)

Du 8 au 22 avril :

Exposition de l'artiste peintre Tazi Maâmar. Vernissage le samedi 8 avril à 14h.

Galerie d'art Sirius (Bd Krim-Belkacem, Témely, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de peinture «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

R. C.

Festival de Cannes

«En attendant les hirondelles» de Karim Moussaoui sélectionné

Le long métrage «En attendant les hirondelles», du réalisateur algérien Karim Moussaoui, a été retenu dans la section «Un certain regard» du 70^e Festival de Cannes prévu du 17 au 28 mai, annoncent les organisateurs.

Ce premier long métrage du réalisateur, qui sera présenté en avant-première à Cannes, est une coproduction algéro-française développée dans le cadre de la résidence de la «Cinéfondation du festival de Cannes» qui est en compétition dans cette

section avec 15 autres œuvres.

«En attendant les hirondelles» est présenté comme une œuvre traitant de l'Algérie d'aujourd'hui, entre «traditions et aspiration à la modernité», à travers les histoires de trois personnages arrivés à une tournant de leurs vies où les questionnements deviennent pesants et où les grandes décisions, comme celle de quitter le pays, s'imposent avec insistance.

Karim Moussaoui a intégré le paysage cinématographique algérien en 2013 avec la

sortie du moyen métrage «Les jours d'avant», plusieurs fois primé dans des manifestations internationales.

En compétition officielle, 18 films sont en lice pour la Palme d'Or dont «Happy End» de l'Autrichien Michael Haneke, «Les Proies» de l'Américaine Sofia Coppola, «Rodin» du Français Jacques Doillon et «L'Amant double» de François Ozona, «Wonderstruck» de l'Américain Todd Haynes, ou encore «Okja» du Coréen Bong Joon-Ho.



Coup-franc direct

Les clubs déroutés

Par Mahfoud M.

Les clubs de Ligue 1 ne savent plus à quel saint se vouer, déroutés par cette programmation de la Ligue qui, à chaque fois, élabore un nouveau programme. Comment peuvent-ils eux-mêmes élaborer des programmes de préparation si la LFP ne sait pas vraiment comment mener à la baguette un programme de championnat auquel elle fait constamment des retouches ? Certes, le dernier changement s'imposait avec le report des deux rencontres comptant pour les demi-finales de la Coupe d'Algérie de football, mais cela est-il suffisant pour justifier tant de chamboulement dans la manière de gérer ce championnat. Ce n'est pas sorcier de tenter d'élaborer un programme et de le respecter tout au long de la saison. Les responsables de la Ligue savent que des clubs nationaux sont engagés dans des compétitions africaines et se devaient donc de travailler en conséquence, en élaborant un programme qui tienne en compte de ces matchs continentaux et non de réagir par à-coup. Laisser les clubs sans compétition pendant plus d'un mois, sous prétexte qu'il faut assainir les matchs amicaux, est inconcevable. De plus, les joueurs de ces différents clubs seront complètement démobilisés et ce n'est pas la Ligue qui s'en inquiètera étant donné que ses responsables se retranchent dans leurs bureaux et ne s'inquiètent pas de ce qui peut se passer sur le terrain.

M. M.

Direction technique nationale

Multiplication des académies à l'échelle nationale, premier objectif de Tikanouine

LA CRÉATION d'académies de football à travers le territoire national constitue le principal objectif du nouveau directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF), Fodil Tikanouine. «Nous avons un projet qui consiste à multiplier les académies à l'échelle nationale. Nous allons y mettre beaucoup de temps et de réflexion, d'autant que la formation des jeunes joueurs constitue notre cheval de bataille», a affirmé Tikanouine, lors d'un point de presse tenu au centre technique national de la FAF à Sidi Moussa (Alger). «Il s'agit de mon quatrième passage à la DTN. J'ai été de nouveau sollicité par la FAF pour apporter ma contribution pour la relance du football national et le mettre en équation avec ce qui se passe ailleurs», a-t-il ajouté. «Mon troisième passage était le plus important pour moi avec l'avènement du mode académique et le lancement de l'Académie de la FAF qui me tenait à cœur avant qu'elle disparaisse en raison de plusieurs contraintes», a regretté Tikanouine. Le nouveau DTN a donné un aperçu sur le rôle des futures académies, soulignant la nécessité de mettre le joueur dans les meilleures conditions pour assurer sa progression. «L'exemple de l'Académie du Paradou AC est le plus éblouissant. Des jeunes joueurs qui jouaient

ensemble pendant plusieurs années font aujourd'hui le bonheur de plusieurs clubs. Il faudra mettre les joueurs pendant la plus longue durée en formation en leur donnant le temps nécessaire pour se forger au sens propre du terme. Leur donner également l'occasion de se mesurer avec le haut niveau en prenant part au maximum de compétitions», soulignant que la phase de sélection des joueurs concernera ceux âgés entre 15 et 21 ans. Outre la création de plusieurs Académies à travers le pays, le nouveau DTN compte mettre en place «une conception de jeu propre au joueur algérien». «C'est un projet recommandé par le président de la FAF en personne et qui tient absolument à le réaliser. En quoi consiste-t-il ? : établir un modèle de jeu commun sur les plans offensif et défensif auxquels doivent s'inspirer les clubs. Offrir aux joueurs un mode de techniques à utiliser selon les situations de jeu», a expliqué le DTN. Pour parvenir à réaliser ce projet, le DTN compte «sur la contribution de tout le monde, notamment les clubs». «Nous sommes dans une phase préparatoire. Bien évidemment, nous allons impliquer les clubs dans notre démarche, en leur soumettant un programme de formation qu'ils doivent accepter en toute conviction, cela y va de la réussite de notre projet».

Equipe nationale L'Espagnol Lucas Alcaraz coach des Verts

Le président de la FAF, Kheïreddine Zetchi, a donc tranché la question du sélectionneur national en annonçant le nom de celui qui succèdera au Belge Gorges Leekens, débarqué après la déroute de la dernière CAN du Gabon où les Verts ont été éliminés au premier tour du rendez-vous continental.

Par Mahfoud M.

Ce sera donc l'Espagnol Lucas Alcaraz qui est nommé nouveau sélectionneur de l'équipe algérienne de football. L'annonce a été faite ce jeudi sur le site électronique de la FAF.

Agé de 50 ans, le technicien espagnol prendra ses fonctions dans les prochains jours pour préparer les échéances qui attendent les Guerriers du Désert. Le prochain match officiel des Verts aura lieu en juin prochain contre le Togo pour le compte de la première journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2019 dont la phase finale aura lieu au Cameroun. Par ailleurs, le staff du nouveau coach des Verts a été aussi divulgué. Il a choisi comme proches collaborateurs deux autres techniciens espagnols. Il s'agit de l'adjoint Jesus Canadas et le préparateur physique Miguel Angel Campos.

«Le nouveau sélectionneur national Lucas Alcaraz, et en accord avec le président de la Fédération algérienne de football, viendra avec deux collabo-



Zetchi compte sur Alcaraz pour relancer les Verts

rateurs espagnols : un adjoint et un préparateur physique. L'adjoint est Jesus Canadas et le préparateur physique est Miguel Angel Campos», a indiqué la FAF sur son site officiel.

Il faut savoir qu'Alcaraz était coach de la formation espagnole de Grenade où il était arrivé en octobre dernier en remplacement de l'éphémère Paco Jemez. Mais il n'a pas réussi à redresser la trajectoire de l'équipe, qui est 19^e de Liga avec 20 points et à sept longueurs de retard sur le premier non relé-

gale. Il a été limogé le 10 avril 2017 par la direction du FC Grenade. Alcaraz a entraîné les formations espagnoles de Granda, Levante, Recreativo Huelva, Cordoba, Almeria, en plus du club grec du FC Aris. Certes, c'est un technicien méconnu du public mais le fait que Zetchi a jeté son dévolu sur lui veut dire qu'il mérite une chance et on le jugera uniquement sur le terrain, surtout que du pain sur la planche l'attend dès maintenant en rendant à l'EN son lustre d'antan.

M. M.

Coupe de la Confédération africaine

Le MCA croit en la qualification

Le Mouloudia d'Alger affronte aujourd'hui la formation tanzanienne de Young Africans pour le compte de la manche retour des huitièmes de finale de la Coupe de la Confédération africaine. Battu au match aller sur la plus petite des marges, à savoir (1/0), le challenge est clair pour le Doyen qui devra remonter ce score et inscrire deux buts tout en évitant d'en encaisser pour espérer se qualifier à la phase des poules. Les Vert et Rouge sont conscients de ce qui les attend lors de ce match et se donneront à fond pour espérer l'emporter et réussir l'objectif qu'ils se sont assignés dès le départ. La mission sera, certes, difficile, surtout

que les Tanzaniens ne viendront pas pour limiter les dégâts et ont déjà cette avance d'un but. Néanmoins, cela ne sera pas impossible pour eux de décrocher cette qualification qui reste très importante pour le club algérois qui devra se donner à fond pour l'emporter. Le coach, Kamel Mouassa, a tenté de bien préparer ses capés psychologiquement pour cette empoignade, lui qui sait que les choses ne seront pas faciles et qu'il leur faudra être très vigilants tout au long des 90 minutes de ce match. Mouassa a mis en garde ses poulains contre l'attaque tanzanienne qui reste vive et rapide et qui risque de faire des misères à sa défense. Pour lui, il faudra

être très concentré sur son sujet et ne rien laisser au hasard, surtout que l'équipe adverse ne viendra pas en touriste à Alger et tentera de créer l'exploit de se qualifier après déjà avoir pris option au match aller. Pour cette rencontre retour, le Mouloudia risque de se retrouver encore sans son fer de lance, Nekkache, blessé, et qui ne s'est pas encore rétabli, alors que le jeune Héritif El Ouzzani est rétabli et devrait être d'attaque pour cette empoignade. Il sera associé à son coéquipier Kacem dans la récupération, alors que Karaoui jouera, lui, sur le flanc gauche.

M. M.

Ligue 1 Mobilis

Le calendrier revu encore une fois

Le report à une date ultérieure des demi-finales de la Coupe d'Algérie 2017 de football a engendré «de nouvelles modifications» dans le programme du championnat de Ligue 1 Mobilis, a annoncé mercredi la Ligue de football professionnel (LFP). Les matchs en retard MC Alger - MO Béjaïa et JS Kabylie à USM Alger, comptants pour la 23^e journée, se dérouleront finalement le 25 avril

courant, au moment où les matchs en retard pour la mise à jour de la 24^e journée : MC Oran

- JS Kabylie, USM Alger - CA Batna et JS Saoura - MC Alger sont avancés au 29 du même

mois. Le championnat de Ligue 1 Mobilis, actuellement à l'arrêt, ne reprendra ses droits que «le 6

mai prochain, à travers le déroulement de la 25^e journée», a ajouté la LFP sur son site officiel.

Programme des matchs en retard :

Vendredi, 21 avril :
CA Batna - JS Kabylie (20^e journée)
MC Oran - MC Alger (20^e journée)
Mardi, 25 avril :
MC Alger - MO Béjaïa (23^e journée)
JS Kabylie - USM Alger (23^e journée)
Samedi, 29 avril :

MC Oran - JS Kabylie (24^e journée)
USM Alger - CA Batna (24^e journée)
JS Saoura - MC Alger (24^e journée)
Programme des prochaines journées :
Samedi, 6 mai :
25^e journée
Mardi, 16 mai :
26^e journée

Vendredi ou Samedi, 19 ou 20 mai :
27^e journée
Jeu ou vendredi, 25 ou 26 mai :
28^e journée
Vendredi 2 juin :
29^e journée
Mardi 6 juin :
30^e et dernière journée.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Raccordement en gaz naturel à Béjaïa

Les entreprises réalisatrices exigent le versement de leur argent

AU MOINS 53 chefs d'entreprise pour lesquels ont été confiés les projets de réalisation des réseaux de distribution et de transport de gaz naturel dans le cadre du quinquennat 2009/2014 se sont, une nouvelle fois, rencontrés jeudi dernier sous la houlette de l'association nationale des entreprises d'électricité et de gaz naturel (ANEEG) pour rediscuter des problèmes auxquels ils sont confrontés depuis de longs mois. Il s'agit surtout «du retard dans le paiement de leurs créances depuis sept mois selon les engagements pris par la SDE de verser les sommes cumulées entre le mois de juillet et le 31 décembre 2016, avant le 31 mars dernier». Ils ont, à l'occasion, déploré le fait que cette situation les a poussés à mettre fin aux contrats de travail de 80% de leurs employés. En conséquence, ils ont décidé d'agir par des sit-in devant la direction de la SDE, la direction de l'énergie et des mines et devant la direction générale de la Sonelgaz à Alger après les élections législatives afin d'exiger le versement de leurs dus. Le wali de Béjaïa Mohamed Hattab qui intervenait à ce sujet sur la radio locale jeudi dernier a affirmé avoir rencontré les représentants de l'association mercredi et discuté de ces problèmes avec eux. Pour lui, les

problèmes soulevés dont le versement de leur argent trouveront des réponses et cela se fera par étape. Pour lui, «C'est un devoir de préserver les entreprises de la région». Pour rappel, le 27 février dernier, au moins 33 chefs d'entreprise en charge de réaliser des projets de raccordement en gaz naturel s'étaient réunis à l'hôtel Cristal II à Béjaïa pour donner l'alerte sur la situation de leurs entreprises, lesquelles vont, selon eux, droit vers la faillite à cause du non paiement de leurs créances totalisant plus de 7 mois d'exercice. Une situation rappelée hier et qui a, selon eux, conduit à se séparer de leurs employés et mis leurs entreprises en faillite et dans l'incapacité à payer leurs fournisseurs en moyens matériels et outils, honorer les cotisations de leurs employés et les différentes charges, notamment leurs impôts, etc. A l'issue de leur conclave de jeudi ils avaient, alors, décidé de suspendre leur action qui avait duré plus d'un mois et qui avait consisté à arrêter les travaux en signe de protestation contre cette situation. Mais, cette décision a été conditionnée par le respect de la garantie qui leur avait été donnée par les autorités sur le versement de leurs dus des échéances retenues.

H. Cherfa

Tunis

Manifestation d'étudiants en droit à l'avenue Bourguiba

DES DIZAINES d'étudiants en droit ont manifesté, jeudi, sur l'avenue Habib Bourguiba à Tunis pour réclamer l'annulation d'un décret émis par le ministère de la Justice concernant le concours d'accès à l'Institut supérieur de la magistrature, a rapporté vendredi l'agence de presse tunisienne TAP. Le décret n° 345 de l'année 2017 pose la condition de détenir un master en droit, en sciences juridiques ou un diplôme équivalent pour pouvoir passer le concours d'entrée à l'Institut supérieur de la magistrature. Selon le ministre de l'Intérieur, Hedi Majdoub, un différend a opposé les étudiants en droit, ce qui a poussé les forces de l'ordre à intervenir dans le cadre de la loi. «Les forces de l'ordre ont dressé un barrage de sécurité pour empêcher les manifestants de s'approcher de la porte principale du ministère de l'Intérieur sans faire recours à la force. Les étudiants ont été informés qu'ils peuvent poursuivre leur mouvement de protestation sans pour autant dépasser le barrage sécuritaire», a indiqué vendredi le ministère de l'Intérieur, dans un communiqué. Six étudiants qui se sont évanouis ont été transférés par la Protection

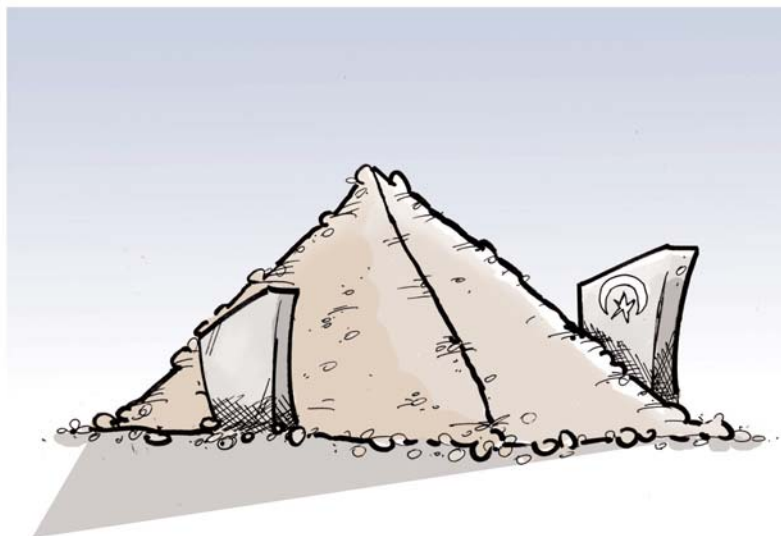
civile aux hôpitaux où ils ont reçu les soins nécessaires. Un agent de la sûreté a également été blessé au cours de cet incident, selon la même source. Selon les médias, l'Union Générale des Etudiants de Tunisie (UGET) a annoncé une grève générale «nationale» ce vendredi pour revendiquer l'annulation du décret 345 émis par le ministère de la Justice. Elle appelle en outre à une marche nationale sur l'avenue Habib Bourguiba.

Tizi Ouzou

La police saisit pour 11 milliards de boissons alcoolisées

LES ÉLÉMENTS de la Brigade des Recherches et d'Investigations de la police judiciaire de Tizi Ouzou ont saisi, au début de la semaine courante, dans la localité de Boghni (35 km au sud de Tizi Ouzou) pas moins de 1,5 million d'unités de boissons alcoolisées de différentes marques, a indiqué avant-hier, la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué. L'équivalent de la marchandise saisie est estimé à plus de 11 milliards de centimes, selon les précisions fournies par la même source. Pour mener

L'ÉGYPTE SOMBRE DANS LA VIOLENCE



Loumis

Djalou@hotmail.com

Transport ferroviaire

Réouverture aujourd'hui de la ligne Alger/Tizi-Ouzou

- La Société Nationale de Transport Ferroviaire (SNTF) a annoncé, jeudi, la reprise de cette liaison par train à raison de six navettes par jour au départ de Tizi Ouzou jusqu'à Alger.



Par Hamid M.

Vingt ans après sa suspension pour des considérations sécuritaires, le train entre Tizi Ouzou et Alger sifflera de nouveau à compter de ce samedi. Alors que la reprise du trafic ferroviaire en 2009 n'a été

que de courte durée après le lancement des travaux de modernisation et d'électrification du tronçon Tizi Ouzou-Thénia. En effet, la Société Nationale du Transport Ferroviaire (SNTF) a annoncé, jeudi, la reprise de cette liaison par train à raison de six navettes par jour au départ de Tizi Ouzou jusqu'à Alger dont certaines seront sans haltes au niveau des gares et stations situées sur ce tronçon ferroviaire. Selon les indications fournies

par la SNTF, le premier train prendra le départ de Tizi Ouzou tous les jours y compris les vendredis et les jours fériés à 5h56 et rentrera d'Alger à 19h50. Le ticket de voyage entre Tizi Ouzou et Alger coûtera 170 dinars. A rappeler que la réouverture au trafic de voyageurs de la nouvelle ligne électrifiée Thénia/Tizi-Ouzou intervient une dizaine de jours après l'entame des essais techniques sur ce même tronçon.

H. M.

Sour El-Ghozlane

Un gendarme assassiné à coups de poignard

UN JEUNE gendarme a été assassiné dans la nuit de mercredi à jeudi dans son quartier natal dit Génie à Sour El-Ghozlane (sud de Bouira), a-t-on appris de source sécuritaire. La victime est un jeune de 25 ans originaire de Sour El-Ghozlane et exerçant comme gendarme à El-Oued. Il a été poignardé au niveau du ventre et du cœur suite à une rixe avec un des jeunes du quartier avant d'être évacué par la suite à l'hôpital de la ville, où il a succombé à ses graves blessures, a expliqué la même source. L'auteur du crime a été aussitôt arrêté par les services de sécurité, qui ont ouvert une enquête pour élucider les circonstances exactes de ce drame, a-t-on ajouté de même source.

Larbi O.